

Interpellation citoyenne au Conseil Communal de Saint-Gilles du 28/05/15 relative au TTIP et au CETA

M. le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins et Conseillers, Mesdames, Messieurs, bonjour à tous,

Je m'appelle X, je suis habitant de Saint Gilles et actif au sein de la locale Saint-Gilloise de Tout Autre Chose. Je prendrai ici la parole au nom des autres membres de notre locale, des signataires de l'appel Tout Autre Chose et Hart Boven Hard, de plusieurs associations Saint-Gilloises (à contacter) et de nombreux autres citoyens. Car, tous, nous nous sentons très concernés par les graves menaces que font peser les traités TTIP et CETA sur le fragile équilibre de notre société.

Le Conseil Communal de Saint-Gilles a déjà analysé les risques qui pèsent sur les Saint-Gillois et émis une motion de réserve le 4 novembre 2014 concernant le TTIP et ses conséquences sur les entités locales.

Vous aviez souligné, à juste titre, que les Communes seront directement impactées, et ce notamment pour des décisions concernant les restaurants scolaires, l'usage de pesticides dans les espaces verts, les subsides concernant l'enseignement communal ou les événements culturels locaux. Vous aviez alors souligné que toute politique communale pourrait être accusée d'entrave à la liberté de commerce.

Le Conseil Communal avait notamment demandé aux autorités belges compétentes :

- d'exiger que les négociations concernant le TTIP visent absolument une harmonisation des normes vers le haut ;
- que les services publics et d'intérêt général soient absolument préservés du projet de traité ;
- que les négociations soient ouvertes à la société civile de manière transparente.

En outre, le conseil communal avait marqué sa ferme opposition à toute clause de règlement des différends entre les investisseurs et les autorités publiques.

Cette motion fut un premier pas important et allait dans la bonne direction. Malheureusement, force est de constater que vos réserves sur le TTIP ne font que se confirmer et que vos demandes aux autorités belges compétentes n'ont pas reçu de réponse claire et favorable. A seulement quelques mois de la signature du traité par l'UE et les Etats-Unis, vos craintes ne sont plus des craintes, on peut pratiquement parler aujourd'hui de certitudes.

Par ailleurs, ladite motion n'aborde pas le sujet du CETA qui est un traité entre le Canada et l'UE, similaire en tous points au TTIP. Après des années de négociations opaques entre les lobbies industriels et quelques hauts-fonctionnaires des deux côtés de l'Atlantique, les 1634 pages du CETA ont été signées par les deux parties en septembre dernier. Le texte est en attente de ratification imminente par les différents parlements.

- Il confirme largement les inquiétudes déjà exprimées par les sociétés civiles.

- Il confère des droits démesurés aux investisseurs par rapport à ceux des travailleurs et des États, notamment à travers le mécanisme d'arbitrage des différends investisseur-contre-État et via les mécanismes d'harmonisation des normes.
- Il favorisera une libéralisation accrue des services, qui conduira non seulement à la disparition de nombreux emplois, mais mettra en difficulté de nombreux secteurs déjà fragilisés de notre économie.
- Il prévoit des clauses qui limitent le pouvoir des collectivités de réguler dans l'intérêt général et qui menacent les services publics. Cela conduira à la dégradation de la qualité des services de base, pourtant essentiels pour lutter contre les inégalités sociales.

Chers élus, tout cela, vous le savez déjà. Puisque, lors de la rencontre réalisée à la CSC le 17 avril dernier, des représentants politiques, notamment du PS, CDH et ECOLO, se sont fermement déclarés opposés au TTIP et au CETA, et ce, au nom de leur parti.

Je viens donc, au nom de mes amis et en mon nom propre, vous demander d'oser un pas supplémentaire, un pas nécessaire, un pas essentiel, un pas cohérent : adopter une motion exigeant l'arrêt des négociations concernant le TTIP et le rejet du CETA, et déclarant la commune hors TTIP et CETA.

Nous vous le demandons parce que nous sommes des citoyens responsables, à l'écoute du monde, et qu'il y a des mouvements dans ce monde qui, si nous les laissons passer sans rien dire, feront de vous et de nous, non plus des citoyens, mais tout au plus des consommateurs bâillonnés et sans droits, obligés d'accepter sans aucune possibilité de nous y opposer, les diktats des multinationales.

Nous vous le demandons parce que nous désirons réellement que vous soyez porteurs de notre demande, parce que vous êtes nos représentants, notre voix à tous.

Nous vous le demandons, parce que nous sommes de plus en plus nombreux parmi la société civile à ne pas être naïfs, et à avoir la conviction qu'il est dans l'ADN de ces traités de libre-échange de bafouer les droits démocratiques au profit des seules multinationales, et que ces traités sont d'autant plus dangereux qu'ils avancent masqués.

Nous vous le demandons : soyez les responsables qui osent et qui démasquent.

Nous vous le demandons parce que nous pensons que le monde a vraiment besoin de tout autre chose que ce qui nous est proposé dans ces traités. Que ce « tout autre chose » que nous désirons commence avec nous, avec vous qui nous représentez.

Nous vous le demandons, faites-nous entendre, dites-leur, par une motion forte que vous avez pouvoir de voter, que nous exigeons l'intégration de notre commune dans la liste des nombreuses autres communes déclarées zones hors TTIP et CETA, ainsi que l'arrêt des négociations concernant le TTIP, et le rejet du CETA.